

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE

DIRECTOR: D. ALEXANDRESCO

PRIM-REDACTOR: ION N. CESĂRESCU

A B O N A M E N T U L

Pe an, în România	30 lei
6 luni	16 "
3 luni	8 "
Străinătate: 40 lei pe an, 20 pe 6 luni	

A P A R E

De două ori pe săptămână sub redacțiunea unui comitet

Abonamentele se plătesc tot-d'a-una înainte

REDACȚIA & ADMINISTRAȚIA

BUOURESCI

5 — Calea Rahovei — 5

Lângă Palatul justiției

A apărut **Colecțiunea de legi financiare**, adnotată cu jurisprudența până la zi a Inaltei Curți de casație, lucrare datorită d-lui *G. Bădulescu*, Grefier la Inalta Curte de casație. Prețul unui exemplar coprinzând 46 coale tipar, este de lei 6 pe hârtie obișnuită și lei 7 pe hârtie velină. *Pentru cele legate în pânză se adaugă lei 1.50, iar în piele elegant și cu numele cumpărătorului lei 2.50.* Comandele se primesc la autor și la *Redacția acestui ziar, București, Calea Rahovei 5*, de unde se expediază contra valoare: mandat postal sau ramburs. *Porto privește pe cumpărător.*

Orî-ce cărți de Drept române și străine se pot cumpăra direct de la Biroul redacției *Curierului Judiciar*, București, Calea Rahovei 5.—Cine are de vânzare cărți de drept se va adresa tot acolo spre a obține preț bun.

S U M A R

Discursul pronunțat de d-l I. Tanoviceanu la congresul Uniunii internaționale de drept penal din St. Petersburg.

JURISPRUDENȚA ROMÂNĂ:

Inalta Curte de casație și justiție, s. II: *Zaharia și P. Lala cu Cred. Urb. București.*

Curtea de apel din București, s. I: *Maria Al. Ghica cu Ana Simmerl* cu o Observație, de d-l *D. Alexandresco*;

O cesțiune în noua lege electorală de d-l *N. S. Baboianu Droș*;

Rezumat de jurisprudență franceză în materie de divortz, cu o Notă, de d-l *D. Alexandresco.*

Discursul pronunțat de d-l I. Tanoviceanu la congresul Uniunii internaționale de drept penal din St. Petersburg ⁽¹⁾

Publicăm mai la vale discursul pronunțat de colaboratorul nostru d-l I. Tanoviceanu la congresul penal de la St. Petersburg relativ la publicitatea instrucțiunii penale.

Credem că facem un serviciu cititorilor revistei noastre de oare-ce asemeni cesțiuni au mare importanță și sunt continuate la ordinea zilei. Se știe că d-l Tanoviceanu e un așrig susținător al actualului sistem de procedură penală în privința instrucțiunii.

M. le Président. Avant de donner la parole à *M. Tanoviceano*, je tiens à confirmer le fait que vient d'énoncer *M. van Hamel*: dans la société des juristes néerlandais je me suis trouvé dans la minorité. Je regrette d'avoir oublié de la déclarer à l'assemblée.

M. I. Tanoviceano, professeur de droit criminel à l'Université de Bucarest—Il y a une grande difficulté pour nous, qui sommes hostiles à la réforme qu'on nous propose, à lutter contre nos adversaires.

Ils ont pour eux le nombre, et ils nous acca-

blent des épithètes de «conservateurs», de «réactionnaires», de «ennemis du progrès» ⁽²⁾.

La chose paraît bien singulière: comment donc se fait-il que moi, par exemple, qui suis un professeur, je paraisse plus conservateur que son Excellence *M. Mouravief* le Ministre de la Justice de Russie, qui semble être le partisan des réformes et de l'adoucissement des peines?

C'est que j'appartiens à un petit pays qui a fait la triste expérience des réformes précipitées. Dans notre pays, dont tous les étrangers louaient les mœurs au XV III-ème siècle, nous avons vu la criminalité augmenter d'une façon effrayante au cours de 30 dernières années; je puis dire qu'elle a sextuplé!

Quelle en est la cause? C'est notre législation criminelle, qui n'était pas adaptée aux mœurs du peuple, qui a subi une réforme trop brusque.

Et alors je conçois bien que Son Excellence le Ministre de la Justice de Russie soit pour les réformes; j'ai été hier au Ministère de la Justice prendre des renseignements, et j'ai vu que la criminalité, en Russie, a à peine doublé en 25 ans. Alors on peut être partisan des réformes dans le Code pénal ou dans la procédure pénale. Quant au terme de procédure inquisitoriale, je pense que nos adversaires se trompent. Ce qui a rendu l'inquisition odieuse ce n'est pas le secret de l'instruction, mais l'intolérance en matière de foi, le secret poussé jusqu'au jugement même et enfin la torture. Mais aujourd'hui, quel est celui d'entre nous qui pourrait défendre pareilles erreurs? Le terme est donc inexact.

Avant de passer à la première question, permettez-moi de vous dire que vous vous «anglicisez» un peu plus qu'il ne faut.

Le Colonel *Sir Howard Vincent*. Oh! Pas tant que ça, il me semble! (Rires).

M. Tanoviceano. Ce n'est pas mon avis, mon Colonel! J'aime les institutions anglaises, mais en Angleterre. Sur le continent, elles ne donnent pas toujours de bons résultats. Nous en avons fait la triste expérience avec le jury en matière criminelle; et je me demande alors comment concilier ce fait avec le discours de *M. Garraud*, qui nous parlait de l'erreur des philosophes du XVIII-ème siècle qui croyaient à l'universalité des lois! Com-

⁽²⁾ Je lis dans le rapport de *M. Garçon*: Un parti conservateur entend maintenir le système inquisitorial. *Max Nordau* avait donc tort de dire qu'il n'y a plus de conservateurs, qu'il n'y a que des progressistes et des réactionnaires; voilà donc cette rare avis, ces conservateurs endurcis qui ne veulent pas du progrès!

⁽¹⁾ Din Bulletin del'Union internationale de droit penal, XI-ème volume. Livraison I, Berlin 1903, p. 207—211.

ment concilier ce reproche, très mérité, avec la proposition d'adopter le système anglais en matière d'instruction préalable? Car, il faut bien le reconnaître, c'est là le système anglais ou une tendance dans cette direction.

Et c'est d'autant plus grave qu'il s'agit là d'une question qui se lie intimement à l'organisation judiciaire, à la composition du barreau et aux moeurs publiques. Or, avons nous dans toute l'Europe les mêmes lois, les mêmes traditions, les mêmes moeurs?

J'arrive à la première question: «Par qui l'instruction doit elle être faite»? Je me déclare contre l'instruction faite par le ministère public, pour les raisons suivantes:

1^o Le ministère public n'a pas le temps nécessaire pour faire lui même l'instruction de toutes les affaires. Il fait, la plupart du temps, l'instruction lui même, dans les affaires les plus simples et de moindre importance; mais, dans les plus importantes et les plus compliquées, il charge le juge d'instruction de faire l'instruction préalable. Le Code est rationnel, il ne généralise point. J'ajoute que, ne pouvant faire lui même l'instruction, le ministère public en confiera la charge à la police. Eh bien! Est ce là le progrès que vous nous offrez, que l'instruction soit faite à l'avenir par un policier, au lieu de l'être par un magistrat?

2^o Du reste, lors même que l'instruction serait faite par le ministère public, je me défierais beaucoup de cette instruction préalable. Le ministère public a à soutenir l'accusation, et il est fort à craindre que, pour faire aboutir son inculpation, il ne force un peu la note en faisant dire à l'inculpé ce qu'il n'a pas dit réellement. N'oublions pas un seul instant que ce n'est pas un juge; c'est une partie poursuivante.

3^o Il faut la spécialisation des occupations, qui n'est pas seulement un principe de progrès, mais en même temps, dans notre cas, une force pour la répression. Chargé de soutenir l'accusation devant les autorités de jugement, le ministère public se trouve déjà en état d'infériorité, étant obligé de soutenir le même jour cette accusation contre plusieurs avocats dans plusieurs affaires, chacun d'eux n'ayant eu à étudier qu'une seule affaire un jour. Et vous voulez qu'il soit chargé en même temps de l'instruction des affaires compliquées! Mais alors, vous affaiblissez considérablement le ministère public et, par conséquent, la répression!

Voilà les raisons pour les quelles je me prononce contre l'instruction faite par le ministère public.

Je passe à la seconde question.

Je remarque d'abord que les réformateurs ne sont pas d'accord entre eux: ils veulent réformer; en cela ils sont tous d'accord. Mais, lorsqu'il s'agit de la réforme à accomplir, l'accord cesse. Les uns veulent tout simplement l'intervention de l'avocat pendant la période de l'instruction préparatoire, comme simple témoin; d'autres veulent qu'il ait le droit de dire son mot, lorsqu'il le croit utile pour son client; d'autres sont d'avis que le ministère public ait, lui aussi, l'entrée dans le cabinet du juge d'instruction et que l'instruction soit vraiment contradictoire entre lui et le défenseur du prévenu. Enfin, il y en a qui préconisent la publicité absolue de l'instruction, c'est à dire qui

demandent que tout le monde puisse assister aux actes de l'instruction préparatoire. Toutes ces idées et d'autres encore, avec plus ou moins de manques, en ont leurs partisans au Congrès de Budapest.

Je me suis opposé à l'introduction de l'avocat dans le cabinet du juge d'instruction, pour les raisons suivantes:

1^o Si l'avocat est muet, il ne fait rien que lire son journal. S'il a le droit de parler, cela prolonge l'instruction préparatoire et en même temps la détention préventive.

2^o Les grands avocats intimident le juge d'instruction, dans les pays surtout où l'inamovibilité n'existe pas. Quant aux petits avocats—je ne dis pas tous—, il est à craindre que, pour sauver leurs clients, ils n'aillent eux mêmes ou ne chargent les parents de l'inculpé d'intervenir auprès des témoins dans le but de les rendre favorables. S'il s'agit d'une perquisition, elle sera tout à fait inutile, si elle n'est pas faite immédiatement après qu'aura apparu sa nécessité, parce que les parents seront avertis à temps par l'avocat.

3^o Cette loi est antiégalitaire, et il serait bien triste, et même dangereux, de faire de pareilles lois au XX-ème siècle. Les riches en profiteront, parce qu'ils ont les moyens de payer un avocat pendant l'instruction; mais les pauvres, qui ne sont déjà pas en état d'avoir un avocat devant les autorités de jugement, comment pourront-ils en avoir devant le juge d'instruction?

Quant à l'avocat d'office, je me rapporte à ce que j'ai dit au Congrès de Budapest.

Pour vous prouver que la loi ne profite nullement aux pauvres, je vous citerai un fait. En Roumanie, on a admis la présence de l'avocat dans le cabinet du juge d'instruction au mois de mars de cette année. Eh bien! Je demandais, il y a quelque jours, à un de nos juges d'instruction quelle était son opinion sur la loi.

—Je ne l'ai jamais appliquée!—Pourquoi?—Probablement parce que tous les inculpés dont j'ai fait l'instruction pendant cinq mois étaient pauvres?....

L'instruction contradictoire pourrait à la rigueur être défendue, si elle se contentait de ne rien donner aux pauvres. Mais il y a plus; elle leur nuit beaucoup, en prolongeant leur détention préventive. En effet, puisque Primus, le riche, paie un avocat qui, à chaque instant, discute avec le ministère public; il faudra que Secundus attende des journées entières que son tour vienne et qu'il puisse prouver son innocence!

Et remarquez bien qu'il est très possible que le riche ne soit pas en détention préventive, de sorte qu'il lui est bien commode de discuter, lui ou son avocat, avec le ministère public, tandis que le pauvre, qui peut être attend en prison que son instruction soit continuée, devra voir sa détention prolongée, parce-que le juge n'a pas le temps nécessaire pour s'occuper de lui.

Ce n'est pas simplement inique, c'est monstrueux!

On nous parle de liberté. Mais de quelle liberté s'agit il?

Ne confondez pas la liberté politique avec la liberté des voleurs et des assassins; ils n'en ont déjà que trop!

Je termine.

Après avoir longtemps travaillé à l'adoucis-

ments des peines, après avoir énérvé la répression, vous vous attaquez maintenant à la procédure et toujours dans l'intérêt des éléments antisociaux. Je crois que le moment est mal choisi; devant la marée montante de la criminalité, il serait peut être grand temps de prendre des mesures en faveur des honnêtes gens, et non contre eux.

On est allé trop loin dans ce sens, et je pense qu'il faut au moins nous arrêter quelque temps sur place pour réfléchir; nous verrons alors si nous avons pris la bonne direction.

JURISPRUDENȚĂ ROMÂNĂ

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE, Secția II

Audiența de la 18 Iunie 1904

Președinția D-lui N. MANDREA, Președinte

Zaharia și P. Lala cu Creditul Urban București

Urmărire imobiliară.—Femeie măritată. — Urmărirea imobilului unei femei măritate. — Necitarea soțului. — Lipsă de autorizare a soțului pentru ca femeia să stea în judecată. — Nulitate.—Nulitate de ordine publică.— Dacă autorizarea soțului dată femeii de a ipoteca imobilul echivalează cu autorizarea de a sta în judecată la instanța de urmărire.—Urmărire făcută de creditul funciar după legea sa.—Adjudecare.—Nedepunerea prețului în termenele prevăzute de legea creditului. — O nouă vânzare. — Depunerea prețului, la acest termen, de către vechiul adjudecatar, fără a se procedea la o nouă licitare.—Casare.—(Art. 61 și 70 din legea creditului funciar; art. 197, 198, 200, 204, 205, 207 și 1285 din Codul civil).

1. Femeia măritată, sub orî-ce regim, pentru a sta în judecată, fie ca reclamantă, fie ca pârâtă, înaintea orî-cărei instanțe, și chiar înaintea unei instanțe care are de obiect vânzarea silită, are trebuința de autorizarea bărbatului, și pentru ca soțul să poată da autorizare soției sale a sta în judecată trebuie să fie pus în cauză prin citarea sa înaintea judecății; prin urmare, toate actele de procedură trebuiesc făcute nu numai pentru soție, ci și pentru soț.

Ast-fel, când într'o urmărire silită a unui imobil al unei femei măritate se constată că toate actele de urmărire și de vânzare, începând cu somația prevăzută de art. 61 din legea creditului funciar, — când urmărirea s'a făcut după această lege, — și terminând cu chemările pentru licitare și supralicitare, au fost făcute numai în persoana femeii, debitoare, iar nu și pentru soțul său, în acest caz dacă soțul nu s'a prezentat în instanța spre a da autorizare soției sale, ordonanța de adjudecare este casabilă, și mijlocul întemeiat pe această lipsă de autorizare fiind de ordine publică poate fi propus în orî-ce stare a procesului și prin urmare și de a dreptul în casație.

Faptul că femeia a fost autorizată de soțul său ași ipoteca imobilul, nu ține loc de autorizare pentru soție ca să stea în judecată dinaintea tribunalului care a săvârșit vânzarea silită.

2. După art. 70 din legea creditului funciar, în caz când adjudecatarul nu depune prețul în condițiile și termenele prevăzute în acest articol, imobilul se scoate de isnoavă în vânzare și la această nouă vânzare nu se face decât o singură adjudecare, fără supralicitare, și imobilul se adjudecă asupra aceluia ce va da mai mult la a treia strigare.

Ast-fel, dacă la această nouă vânzare, nu s'a făcut licitare ci vechiul adjudecatar a depus prețul iar tribunalul a considerat pe acesta ca adjudecatar definitiv, ordonanța de adjudecare este casabilă.

Decisiunea 261/904.—Casată, în urma recursului făcut de Zaharia și P. Lala ordonanța de

adjudecare a Tribunalului Dolj, secția comercială și de notariat cu No. 5390/903 dată în proces cu Creditul Urban București.

Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de d-l consilier I. Prodan;

Pe d-nii avocați D. Comșa și St. Cihoschy în desvoltarea motivelor de casare, și

Pe d-l avocat I. Vilacrosse în combateri;

Deliberând,

Asupra primului motiv:

1. Violarea art. 61 și următorii din legea Creditului funciar, combinat cu art. 197, 199, 200, 205 și 1285 Cod civ., de oare-ce la nici una din formalitățile vânzării, soțul Petrance Lala n'a fost pus în cauză.

Având în vedere ordonanța de adjudecare supusă recursului din care se constată că recurenta Zaharia P. Lala s'a împrumutat, cu autorisația soțului său P. Lala, de la Societatea creditului funciar urban din București cu o sumă de bani, pentru asigurarea căreia a ipotecat un imobil al său din Craiova, și neplătind la timp ratele datorite, Creditul i-a scos imobilul în vânzare;

Că toate actele de urmărire și de vânzare a imobilului ipotecat, începând cu somația prevăzută de art. 61 din legea creditului și terminând cu chemările pentru licitare și supra-licitare, au fost făcute numai în persoana debitoarei Zaharia P. Lala, iar nu și pentru soțul său Petrance Lala;

Considerând că femeia măritată, sub orî-ce regim, are trebuința de autorizarea bărbatului, atât în folosul autorității bărbatului cât și a intereselor matrimoniale; că în deosebii spre a sta în judecată, în orî-ce instanță, fie ca reclamantă, fie ca pârâtă, ea are trebuința de autorizare, precum aceasta rezultă din art. 198, 204, 205 și 1285 din Codul civil; că dacă în art. 197, 200 și 207 se vorbește numai de porniri în judecată de unde ar rezulta că femeia măritată n'ar avea trebuința de autorizare bărbatului de cât numai când ea figurează într'o instanță ca reclamantă, a admite aceasta ar fi a mărgini necesitatea autorizării bărbatului pentru instanțele judecătorești în contra dispozițiilor neîndoelnice mai sus citate și în mod contrariu rațiunii pentru care e introdusă autorizarea bărbatului de Codul civil, rațiune care e generală;

Considerând că autorizarea bărbatului se cere pentru orî-ce instanță judecătorească și chiar pentru o instanță care are de obiect vânzarea silită;

Considerând că pentru ca soțul să poată da autorizare soției sale să stea în judecată trebuie să fie pus în cauză prin citarea sa înaintea judecății; că dar toate actele de procedură trebuiesc făcute nu numai pentru soție, ci și pentru soț, ceea ce, în speță, se constată că nu s'a făcut;

Considerând că dacă recurenții nu s'au prezentat înaintea instanței de urmărire și nu au propus acest mijloc, tocmai pentru aceasta dânsii l pot propune întâia oară în casație, fiind-că lipsa de autorizare e un mijloc de ordine publică care poate fi propus în orî-ce stare a cauzei;

Considerând că dacă recurenta a fost autorizată a ipoteca imobilul, pentru aceasta nu se poate zice că ea a fost autorizată și a sta dinaintea tribunalului care a săvârșit vânzarea silită, și că dar nu mai era nevoie ca soțul să fie încunoștiințat de urmărire, pentru că autorizarea, prin natura ei e specială, precum aceasta rezultă din art. 207 din Codul civil; ast-fel, autorizarea dată pentru un act extra-judecătorec, precum e ipotecarea, nu poate fi și pentru instanța vânzării silită, și deci în cas de neplătă și urmărire a imobilului ipotecat, soțul trebuie să fie încunoștiințat, pentru a putea fi pus în stare să dea autorizare soției sale de a sta în judecată înaintea instanței de urmărire;

Considerând, în fine, că nu se poate opune, contra

admitereii motivului de casare, nici dispozițiile legii creditului funciar, fiind-că această lege nu amintește despre autorizarea bărbatului pentru femeia măritată, și dispozițiile legii în privința autorizării maritale rămân în vigoare; că legea creditului funciar, deroagă, ca lege specială, legii generale, în cât privește formele prevăzute a nume înțansa, ea nu deroagă însă în cât privește toate acele forme sau materii în privința cărora nu se face nici o mențiune;

Că așa fiind, întru cât în speță actele de urmărire și de vânzare nu au fost făcute și în persoana soțului, pentru ca dânsul să fie încunoștințat că imobilul soției sale este scos în vânzare, și dar a'i da autorizare să stea în instanță de urmărire, motivul invocat este întemeiat;

Asupra motivului al II-lea :

II. Violarea art. 70 al. 5 combinat cu art. 65 din legea creditului funciar și 86 Pr. civ.

«Creditul a devenit adjudecatar definitiv al imobilului la 1 Iulie 1902, însă n'a depus prețul și Tribunalul a scos din nou imobilul în vânzare la 1 August 1902.

«Creditul a recunoscut de bună procedarea, printr-o serie de acte ca: cereri de schimbări de termene, de redeschideri, plăți de publicații, depuneri de caete de sarcini etc. Cu toate acestea la termenul de 20 Maiu, tribunalul, în loc să procedadă la licitațiunea care convocase pe amatori prin publicații, se mărginește a lua act, printr'un jurnal în camera de consiliu, ne publică că Creditul depune prețul rezultat la vechea supralicitare ce deja se anulase de tribunal și după care interveniseră alte numeroase lucrări».

Considerând că din cuprinderea art. 70 din legea Creditului funciar, rezultă că, în cas când adjudecatarul nu depune prețul în condițiile și termenele prevăzute în acest articol, imobilul se scoate de isnoavă în vânzare, și la această nouă vânzare nu se face de cât o singură adjudecare, fără supra-licitare, și imobilul se adjudecă asupra aceluia ce va da mai mult la a treia strigare;

Considerând că, în speță, din ordonanța supusă recursului, se constată că creditul devenind adjudecatar al imobilului recurenței nu a depus prețul și tribunalul a scos de isnoavă în vânzare imobilul; că după mai multe amânări, la termenul fixat pentru noua vânzare, tribunalul, în loc să procedadă la licitațiune cum prescrie art. 70 din legea Creditului funciar, primește ca Creditul să depună prețul esit la vechea vânzare, ast-fel că Creditul rămâne definitiv adjudecatar al imobilului, fără să se fi ținut în realitate licitație;

Că așa fiind și acest motiv este întemeiat și dar ordonanța de adjudecare urmează a fi casată;

Pentru aceste motive, Curtea, casează, etc

CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI, Secția I

Audiența de la 21 Decembrie 1904

Președenția D-lui S. C. P O P E S C U, Prim-Președinte

Maria Al. Ghica cu Ana Siemmerl

Decisia civilă No. 407

Excepții. — Argument prin analogie. — Neadmiterea acestui argument în casurile excepționale.

Convenții.—Tutelă.—Emancipare.—Convenția încheiată între tutor și fostul epitrop în urma emancipării minorului.— Neaplicarea art. 419 C. civil).

1. Excepțiile fiind de strictă interpretare, argumentul dis prin analogie nu este admisibil în privința dispozițiilor care statornicesc o excepție.

2. Art. 419 din Codul civil, după care orî-ce convenție încheiată între fostul tutor și minorul ajuns major este nulă, dacă a fost făcută înaintea expirării unei luni de la predarea socotelilor definitive, fiind un text excepțional, se aplică numai în cazul când tutela a încetat prin ajungerea minorului la majoritate, nu însă și în cazul când minorul a esit

de sub tutelă prin emancipare, fie această emancipare expresă sau tacită.

S'a ascultat din partea apelanților Maria Al. Ghica și Al. Ghica, în dezvoltarea motivelor de apel, d-l avocat S. Rosental, iar în combateri, din partea intimatei, Ana Siemmerl, d-l avocat V. Antonescu.

Curtea,

Având în vedere că, prin apelul și acțiunea lor, soții Maria și Al. Ghica tind la anularea actului de creanță autentificat de Trib. Ilfov, secția Notariat la No 5421 din 31 Iulie 1901 și la restituirea sumei de lei 3000 plătită în executarea acestui act;

Având în vedere că apelanții pretind că acel act ar fi nul, în ce privește pe Maria Al. Ghica, pentru că s'a făcut înaintea predării socotelilor tutelei (art. 419 Cod c.); iar în privința lui Al. Ghica, pentru că, din moment ce s'ar constata că datoria soției sale nu există din cauza că coobligația ei nu e valabilă din punctul de vedere al legii, obligația lui rămâne fără cauză (art. 966 C. c.);

Având în vedere că e constant că apelanta Maria Al. Ghica, fiica naturală a intimatei Ana Siemmerl, era la 31 Iulie 1901, data actului de creanță, a cărui anulare se cere, în vîrstă numai de 20 ani și 3 luni, minoră, prin urmare, dar emancipată prin căsătoria sa cu apelantul Al. Ghica; că acest act s'a făcut înainte ca intimata Ana Siemmerl, tutoare a apelantei, să fi predat socotelile tutelei în forma prescrisă de art. 418 C. c.; că, prin actul de creanță, soții Maria și Al. Ghica, recunoscînd că Ana Siemmerl, în timpul tutelei, a cheltuit o sumă de 8000 lei pentru Maria Al. Ghica, peste veniturile acesteia, se obligă în mod solidar să plătească zisa sumă în rate semestriale de câte 1000 lei fie-care, cu începere de la 1902; că soții Ghica, după ce în executarea acestei obligații, plătesc 3000 lei și consimt a se valida, fără nici o opunere, în mâinele arendașului lor, poprirea făcută de intimata Ana Siemmerl, pentru suma de 2000 lei, intență acțiunea respinsă prin sentința apelată;

Având în vedere, că, după art. 419 C. c., orî-ce convenție intervenită între tutor și pupilul ajuns la majoritate, e nulă dacă s'a făcut înaintea expirării unei luni de la desfacerea definitivă a tutorului prin darea socotelilor generale ale tutelei, în forma prescrisă de art. 418 din acelaș Cod;

Având în vedere însă, că o sancțiune atât de riguroasă nu poate fi întinsă prin analogia convențiilor intervenite între tutor și minorul emancipat asistat de curatorul său;

Considerând, în adevăr, că analogie nu există; că situația pupilului ajuns la majoritate nu poate fi asemănată cu aceea a minorului emancipat; pentru că, pe când cel d'întâi, abea esit de sub tutelă, lăsat singur fără nici un protector, fie din neexperiență, fie din dorința de a pune mâna mai curând pe averea sa, fie din deferență către fostul său tutor, ar putea cu ușurință să încheie cu acesta convenții, prin care l'ar descărca în totul sau în parte de răspunderea de a da socoteli; cel d'al doilea, minorul emancipat, are un protector în curatorul său; că, fără asistența curatorului său, minorul emancipat nu poate, conform art. 426 C. civ., să primească socotelile tutelei și nici, prin urmare, să încheie cu fostul său tutore vr'o convenție privitoare la aceste socoteli; că nu se poate admite că, acest protector, curatorul să se înțeleagă cu fostul tutor ca să fraudeze pe minorul emancipat aflat sub curatela sa; că, o ast-fel de convență este și mai puțin admisibilă atunci când curatorul, ca în specie, este însuși bărbatul minorei emancipate; pentru ca lucrând în contra intereselor femeii sale, bărbatul ar lucra în contra propriilor sale interese; că minorul emancipat, prin urmare, găsind, în asistența curatorului său, o protecție, care lipsește pupilului ajuns la majoritate,

nu are nevoie, de o protecție specială că aceea edictată de art. 419 C. civ., pentru acest din urmă;

Considerând, în afară de aceasta, că chiar dacă analogie ar exista, art. 419 C. civ., conținând o dispoziție excepțională, care deroagă de la principiul libertății convențiilor consacrată de lege prin art. 949 C. civ. ca regulă de drept comun, încă nu poate fi aplicat prin analogie, argumentul de analogie nefiind admisibil când o dispoziție este excepțională; că, fiind vorba de o excepțiune ea trebuie interpretată restrictiv, în termenii chiar în care este concepută de legiuitor prin art. 419 C. c.; că acest text nu vorbește de cât de *pupilul ajuns la majoritate și nu de minorul emancipat*;

Că rezultă din toate acestea, că nulitatea din art. 419 C. civ. nu poate fi aplicată prin analogie convențiilor încheiate de tutor cu minorul emancipat asistat de curatorul său;

Că, ast-fel fiind, obligația luată de apelanți prin actul din 31 Iulie 1901, de a plăti în mod solidar intimitatei suma de 8000 lei, e valabilă;

Că dar, apelul și acțiunea lor, găsindu-se neîntemeiate câtă a se respinge.

Pentru aceste motive, respinge apelul, etc.

(ss) Sc. Popescu, V. Bossy, V. Pretorian.

p. Grefier (s) G. M. Demetrescu

O p i n i e

Având în vedere că acțiunea apelanților se întemeiază pe art. 418 și 419 C. civ. în ce privește pe Maria Al. Ghica și pe art. 1047 C. civ. în ce privește pe Al. Ghica;

Având în vedere, în fapt, că intimata Ana Siemmerl mamă naturală a apelantei, a fost numită tutoarea acesteia de către consiliul de familie, dându-i și administrarea unei averi de 400000 lei ce se legase minoarei de decedatul Apostol Mănescu; că, mai în urmă, apelanta, fiind încă minoară, s'a măritat cu Al. Ghica și după căsătorie a subscris împreună cu soțul ei creanța în chestiune, prin care dânsii se obliga a plăti solidar intimitei Ana Siemmerl suma de lei 8000, pe care aceasta a cheltuit-o de la sine, peste veniturile averii proprii a pupilei sale; că din această sumă apelanții au plătit intimitei 3000 lei, dintre care 2000 în mod silit, iar în urmă au intentat acțiunea de față;

Având în vedere că, conform art. 419 Cod civil, sunt nule toate convențiile încheiate între tutor și pupilul devenit major, dacă vor fi fost făcute înainte de expirarea unei luni de la desfacerea tutelei, adică de la predarea socotelilor pe care conform art. 418 C. c., or ce tutor e ținut să dea pupilului său la eșirea sa din tutelă, pentru ca tutorul să fie desfăcut definitiv de tutelă;

Că din chiar modul cum sunt redactate aceste două texte rezultă în mod evident: 1°) că un tutor, ori-care ar fi el, dativ, testamentar sau legal, nu este desfăcut de tutelă, ori-care ar fi forma prin care încetează pentru pupil tutela, adică fie prin ajungerea lui la majoritate, fie prin emancipațiune, de cât după ce tutorul va fi dat socotelile pentru toată durata tutelei sale; 2°) că aceste socoteli trebuie supuse observațiunii și a probării trib. respectiv; și 3°) că ori-ce convenție intervenită între fostul tutor și fostul pupil nu va fi ținută în seamă, ci va fi declarată nulă, dacă ea a avut loc înainte de expirarea unei luni de la desfacerea definitivă a tutelei, adică de la aprobarea de către tribunal a socotelilor date de tutor;

Considerând că din împrejurarea că în textul art. 419 C. c. se găsesc cuvintele «ajuns la majoritate» nu se poate deduce că numai convențiile încheiate înainte de termenul prescris de acel art. între un fost tutor a cărei tutelă a încetat prin ajungerea la majoritate a pupilului, și acesta din urmă sunt nule, iar cele încheiate între un tutor și fostul pupil eșit de sub tutelă prin emancipațiune sunt valabile, pentru două

motive puternice și anume: a) cauzele care au determinat pe legiuitor a restrânge, în cât privește pe fostul tutor, dreptul fostului pupil scăpat de tutelă prin ajungerea la majoritate de a contracta, există și pentru fostul pupil a cărei tutelă a încetat prin emancipațiune; b) că emancipațiunea neproducându-se numai prin căsătorie, dar încă sau prin singura voință a tutorului, sau prin voința consiliului de familie, în toate cazurile însă cu concursul legal și indispensabil al voinței unei persoane care ar putea avea interese contrare de ale minorului, cu foarte mare înlesnire s'ar putea eluda, pe cale de emancipațiune, dispozițiile salutare, întru cât privește interesele de superioară ordine publică ale minorului, cuprinse în art. 419 C. civ.;

Considerând însă că dacă legiuitorul a vorbit în art. 419 C. c. numai de minorul ajuns la majoritate, aceasta este din cauză că ajungerea la majoritate este cel mai obicuit mijloc de încetare al tutelei;

Că, ast-fel fiind, și întru cât intimata Ana Siemmerl nu s'a destoinicit a proba că a predat apelantei socotelile gestiunii sale de tutoare, că aceste socoteli au fost aprobate conform art. 418 C. civ. și că convenția despre care e vorba a intervenit după expirarea termenului prevăzut în acel articol, convenția sus citată e nulă, conform art. 419 C. civ.;

Că alegația intimitei cum că apelanta Maria Al. Ghica nu mai poate invoca nulitatea prevăzută de art. 419 C. civ., de oare ce ea fost, în parte, executată voluntar, nu e fondată, pentru că nu s'a dovedit că această executare voluntară a avut loc o lună după ce s'ar fi dat apelanților socotelile tutelei, adică la epoca când obligația ar fi putut fi «valabil confirmată sau ratificată», cum prescrie textul art. 1167 C. civ., prescripție bazată pe motivul logic că o ratificare fie expresă, fie tacită, trebuie să fie rezultatul unei voințe libere și luminate, voință care, în speță, nu poate exista conform art. sus citat, de cât după îndeplinirea condițiilor cerute de dânsul;

Că, ast-fel fiind, apelul făcut de Maria Al. Ghica este întemeiat și trebuie să fie admis;

În ce privește apelul lui Al. Ghica:

Având în vedere că este netăgăduit de intimată că nici o legătură juridică nu există, în cât privește creanța constatată prin actul a cărui nulitate se cere, de cât datorita pe care soția sa credea că o are față de Ana Siemmerl;

Având în vedere că întru cât s'a dovedit, precum s'a arătat mai sus, că această datorie nu există, de oare-ce nu e justificată prin predarea de socoteli de tutelă, socoteli aprobate de tribunal și din care a rezultat zisa datorie; obligația luată de apelanți prin sus menționatul act de creanță este nulă, ca neavând cauză, ast-fel cum prescrie art. 966 Cod civil;

Considerând că lipsa de cauză, invocată de apelanți este o excepție personală lui, iar nu codebitoarei sale solidare, și ast-fel poate fi invocată de dânsul cu succes.

Pentru aceste motive, sunt de părere a se admite apelul, etc.

(s) C. G. Dâmboviceanu.

Observație.—În dreptul roman, minorul putea, în urma majorității sale, să se învoiască cu fostul său epitrop în privința socotelilor tutelei, și asemenea transacție, fie chiar și verbală (*licet enim nullum instrumentum intercesserit*), îi încheia oare ce cale, afară de cazul când consimțământul său ar fi fost smuls prin dol (1).

Codul francez a inovat în această privință, oprind ori-ce convenții între fostul minor și epitrop, *relative numai la socotelele tutelei*; și textul francez întrebunțează anume cuvântul *traité*, pentru a se da a înțelege, după cum observă autorii, că a-

(1) L. 4 și 5, Cod, *De transactionibus*, 2. 4.

ceastă incapacitate se referă numai la convențiile atingătoare de semile epitropicești, și mai ales la acele care ar scuti pe epitrop de darea semilor, ceea-ce se întărește și prin art. 2015 din Cod. francez, correspunzător cu al nostru 1706, unde se zice că epitropul nu se poate învoi cu fostul minor asupra socotelor tutelei, de cât conformându-se articolului 419.

«Nulitatea pronunțată de art. 472 (al nostru 419), dăce un autor (2), nu atinge de cât convențiile privitoare la administrația tutelei; orî-ce alte convenții străine de raporturile tutelei rămân perfect libere».

Legiuitorul nostru, departe de a reproduce Codul francez, a înlocuit cuvîntul *tratat* cu expresia generală *convenție*, care aci e sinonimă cu cuvîntul *contract*, (art. 942), eliminând cu desăvîrșire din art. 1706 cuvintele care se referă la art. 419; așa că, la noi, nu mai rămîne îndoială că epitropul este în genere oprit de a face orî-ce contracte cu fostul minor, înaintea expirării unei luni de la predarea socotelor definitive (3), soluție admisă și de art. 307 § 2 din Codul italian, cu această deosebire că, după acest din urmă text, fostul minor poate contracta cu fostul său epitrop în dată ce socotelele tutelei au fost definitiv aprobate. Această soluție era admisă și în vechea noastră legislație: «Orî-ce învoială s'evîrșită între epitrop și între epitropisitul său, ajuns în vîrșnicie, dăce art. 72 al legiuirii asupra epitropiei din 1840, va fi fără tărie, mai înainte de desfacerea epitropiei».

Legea actuală a dat termenul de o lună fostului minor pentru a lua cunoștință de starea averii sale și pentru a împedica pe epitrop de a abusa de ascendentul și superioritatea ce necontestat este că el are încă asupra epitropisitului, îngrijire pe care legiuitorul o arată și în art. 809 (4).

Atât art. 419 cât și art. 809 constituiesc deci o restricție și o excepție de la dreptul comun, după care majorii sunt capabili de toate actele vieții civile (art. 434); însă asemenea excepție are loc-mai de scop apărarea epitropisitului contra proprieii sale inexistențe.

Art. 419 vorbind de epitropi în genere, fără a face distincțiunea pe care o face art. 809 (§ ultim), de aici rezultă că toți epitropii, legali, dativi sau testamentari, fie chiar tatăl său mama, sunt supuși acestei incapacități (5).

(2) T. Huc, III, 458, p. 438. Cpr. Planiol, I, 2515; Marcadé, II, 281; Acollas, I, p. 470; Thiry, I, 594; Arntz, I, 761; Laurent, V, 150; Baudry, I, 1112; Mourlon, I, 1219; Demolombe, VIII, 63 urm. 71 urm., și toți autorii, afară de Merlin (*Quest. de droit, v^o Tuteur*, § 3).

(3) Cpr. Al. Capitolin, *Dreptul din 1881*, No. 79. — Este deci inadmisibilă, după noi, soluția dată de Curtea din București, care pare a fi și aceea a d-lui Nacu (I, p. 654), prin care se pune în principiu (*Dreptul din 1885*, No. 58) că art. 419 ar fi relativ numai la convențiile atingătoare de socotelele tutelei, nu însă și de cele-l'alte contracte, care ar putea fi încheiate între tutor și fostul epitrop chiar înainte de predarea socotelor definitive.

(4) După acest text (809), epitropul nu poate să primească nimic prin donațiune de la fostul minor, de cât în urma expirării unei luni de la predarea socotelor definitive, textul art. 809 fiind formal în această privință și urmînd a fi completat cu art. 419, de oare-ce donațiunea este o convenție. Veđi t. II a Coment. noastre, p. 222 și 239, nota 1. Veđi și t. IV, p. 63, 64.

(5) Laurent, V, 153; Demolombe, VIII, 82.

Această incapacitate există și în privința bărbatului cotutor (art. 348), el fiind un adevărat epitrop dativ. Ea nu există însă în privința acelor cari ar fi administrați tutela provisor fără a fi epitropi (tutori de fapt) (6), nici în privința tatălui administrator legal (art. 343) (7).

Art. 419 nu se aplică, de asemenea, convențiilor încheiate între epitrop și moștenitorii minorului (8), sau între fostul minor și moștenitorii epitropului (9) soluție care era admisă și la Romani (L. 5, Cod, De *transactionibus*, 2. 4).

Se naște însă întrebarea: Art. 419 este aplicabil convențiilor încheiate între epitrop și minorul emancipat asit de curatorul său?

Majoritatea Curței din București, prin decizia ce publicăm astă-zi, rezolvă această chestiune controversată și în Franța, în sensul negativei (10).

Această soluție este, după noi inadmisibilă, mai cu samă în legislația noastră, unde art. 419 oprește între tutor și minor orî-ce convenții în genere, iar nu numai pe acelea privitoare la darea socotelor. În adevăr, legea voinde să scoată pe minor de sub înrîurirea fostului său tutor, aceleași motive există în toate casurile, fie că, tutela a încetat *ex parte minoris*, prin ajungerea sa la majoritate, fie mai ales prin emancipare, care poate să aibă loc la 18 ani, adică la o vîrstă când minorul nu are încă o experiență suficientă. Era oare cu puțință ca legiuitorul, care apără pe minorul ajuns major, să-l fi lăsat la discreția epitropului, atunci când el n'a atins încă vîrștra legiuită și când presumpția este că nu are destulă experiență pentru a se apăraî nusuși? Argumentul ce s'ar trage din termenii art. 419, care cu adevărat vorbește numai de *minorul ajuns la majoritate*, ar fi o interpretare judaică, adică a literei legii, iar nu a scopului ce ea și-a propus. Iată pentru ce aprobăm în totul atât soluția cât și motivele date de minoritatea Curței.

Convenția încheiată între un tutor și un minor fie emancipat, fie ajuns la majoritate, este deci fără tărie, adică anulabilă, dacă s'a călcat dispozițiile exprese ale art. 419; și această nulitate fiind

(6) Aubry et Rau, I, § 121, p. 760 (ed. a 5-a); Laurent, V, 153; T. Huc, III, 458.—*Contră*: Demolombe, VIII, 84.

(7) Laurent, IV, 318 și V, 153; Planiol, I, 2205 și 2517, in fine Aubry et Rau; I, § 123, p. 787; T. Huc, III, 458; Demolombe, VI 455; Dalloz, *Nouv. C. civ. annoté*, I, art. 389, No. 36.

(8) Legiuitorul a voit, în adevăr, să apere pe minor în contra epitropului, și fostul minor ne mai fiind în cauză, moștenitorii lui sunt la adăpost de orî-ce înrîurire abusivă. Cpr. Planiol, I, 2517; Laurent, V, 153; Demolombe, VIII, 78; Aubry et Rau, I, § 121, p. 760; Ducaurroy Bonnier et Roustain, I, 675; T. Huc, III, 458, p. 439; Cas. fr. Sirey, 75. 1. 117; D. P. 76. 1. 217. Veđi însă Magnin, *Tr. des minorités*, I, 718, p. 572 (ed. din 1842).

(9) Cas. fr. D. P. 80. 1. 463 și autorii citați în nota precedentă.—*Contră*: Demolombe, VIII, 87; Valette, *Explic. sommaire du 1-er livre du Code Napoléon*, p. 294.

(10) Veđi în sensul admis de majoritatea Curței, Planiol, I 2517; T. Huc, III, 458; Laurent, V, 153; Marbeau, *Transactions*, 67; Valette, *op. cit.*, p. 292; iar în sensul minorității. Beudant, *Cours de dr. civ. fr.*, II, p. 529, nota 1; Demolombe, VIII, 76; Aubry et Rau, I, § 121, p. 760, text și nota 24 (ed. a 5-a); Demante et Colmet de Santerre, II, 236 bis III; III; C. Rennes, D. P. 79. 1. 86; Sirey, 79. 1. 61, etc.

creată numai în favoarea minorului, nu poate fi propusă de cât de dînsul, de moștenitorii săi creditori lui (art. 974), nici o dată însă de epitrop; căci nu pe dînsul l'a avut în vedere legiuitorul, ci pe minor. Atât doctrina cât și jurisprudența sunt unanime în acest sens (11).

Convenția anulabilă este supusă confirmării din partea minorului, însă bine înțeles numai după îndeplinirea condițiilor prescrise de art. 419; altfel actul de confirmare ar fi și el viciat ca însăși convenția ce urma a fi confirmată.

Din cele mai sus expuse rezultă că acțiunea în anulare conferită minorului este supusă prescripției decenale, prevăzute de art. 1900, care nu este de cât o confirmare tacită. Termenul de zece ani nu va începe însă a curge de la încheierea convenției, așa precum pe nedrept susțin unii, ci din ziua îndeplinirii formalităților cerute de art. 419 (12).

Acestea ni se par adevăratele principii.

D. Alexandresco

O cestiune în Legea nouă electorală

Buletinele candidaților pentru consilierii județeni trebuiesc oare șampilate cu ștampila președintelui în toate cazurile, adică și când alegerea se efectuează în comunele ne reședințe ca și în cele reședințe de județ?

Iată o cestiune care poate da loc la interpretări în aplicarea noii legi electorale.

În adevăr, art. 30 din legea electorală glăsuiește: «spre a începe votarea pentru alegerea deputaților, senatorilor, consilierilor județeni și consilierilor comunali în orașele reședințe de județ, președintele va aplica pe 50 buletine și în dosul lor ștampila sa personală.

Sfârșindu-se acestea se vor ștampila altă 50 buletine și așa mai departe până la închiderea scrutinului».

Prin urmare legea poruncește președintelui biuroului electoral să ștampileze buletinele din 50 în 50 până la închiderea scrutinului.

Poruncește cu alte vorbe ca buletinele pentru alegerea deputaților, senatorilor, consilierilor județeni și consilierilor comunali din comune de reședință să fie șampilate rînd pe rînd, să nu se ștampileze de cât din 50 în 50 buletine, ca

să nu se poată întrebuița mai multe buletine de cât alegătorii votanți.

În județul Tulcea s'a efectuat la 20 Ianuarie alegeri județene, cu această ocazie, la despuierea scrutinului s'a găsit buletine neșampilate în urna albă.

S'a făcut imediat contestație în conformitate cu art. 48 al. 1 din legea electorală cerându-se conform legii ca «buletinele nestampilate să se declare nule, și a nu se deschide, ci să se anexeze neatînse la dosarul alegerii, așa cum cere legea.

Președintele alegerii însă respinge contestația, întemeindu-se pe faptul că alegerea se efectua la reședința plășei, comună rurală, și prin consecință nu este necesară ștampilarea buletinelor. În alegerea consilierilor județene când se efectuează în orașe nereședințe de județ nu este obligatorie ștampilarea buletinelor.

Va să zică, după interpretarea dată de d-l președinte al biuroului electoral, când e vorba de alegerea consilierilor județeni, dacă această alegere se face într'o comună nereședințe de județ, nu e loc la ștampilarea buletinelor de vot. Și atunci întreb: oare legiuitorul în art. 30 a înțeles să facă această deosebire între alegerile județene, după locul unde ele se efectuează, punând obligațiune, sub pedeapsă de nulitate, pentru președinte de a ștampila buletinele, când locul de alegere este o reședință de județ și lăsând ca o facultate pentru el când locul de alegere nu e reședință de județ? Cred că nu. Atributul *reședințe de județ* e pus în lege pentru alegerea consilierilor comunale județene, etc., reședințe de județ, în opoziție cu aceleași alegeri în comunele nereședințe sau rurale, fără ca prin aceasta să se atingă întru ceva vre-una din măsurile luate de legiuitor pentru garantarea secretului votului, între cari în primul rînd este ștampilarea de către președinte a buletinului de vot. Legiuitorul, ia două rînduri de măsuri: unele pentru garantarea secretului votului, sub pedeapsă de nulitate, și altele pentru procedarea pur și simplu, pentru procedură premergătoare votului.

Această părere se confirmă prin art. 33 din lege care sună ast-fel:

«Pentru alegerea delegaților a consilierilor comunali în orașele nereședințe, a consilierilor comunali rurali fie-care alegător vine cu buletinul său, etc.».

Mai mult: buletinele prevăzute în art. 33 sunt în comerț, la debitanți, pe când acele pentru consiliul județean le «plătesc candidații președintelui Tribunalului» (art. 20) în număr câți alegători sunt, socotit a trei lei sută.

La alegerile județene este absolută nevoie de prezentarea listei de candidați; la alegerile co-

(11) Vezi Dalloz, *Nouv. C. civil annoté*, I, art. 472, No. 82—84 și autorn citați acolo; Planiol, I, 2514.

(12) Baudry, I, 1307; T. Huc, III, 459, p. 440; Laurent, V, 165, 191; Ortlieb, *Revue critique*, anul 1875, p. 457. *Contră*: Planiol, I, 2514, *in fine*, care face să curgă termenul de zece ani de la încheierea convenției. Cpr. și Vazeille, *Prescription*, II, 581; Magnin, *Tr. des minorités*, I, 737. Veđi și Aubry et Rau (I, § 121, p. 763, text și nota 35), după care ar trebui să se aplice în specie prescripția de *trei-zeci de ani* (de la data încheierii convenției), iar nu de zece ani. Savanții adnotatori a lui Zaharie recunosc însă că acest mod de a vedea, personal lor, este respins atât de doctrină cât și de jurisprudență. În fine, alții aplică în specie art. 1901 (Demolombe, VIII, 168; Troplong, *Transactions*, 1037). Veđi asupra acestei controverse, Dalloz, *Nouv. C. civ. annoté*, I, art. 475, No. 15—20.

munale nereședințe candidaturile sunt scutite de formalitatea prezentării (art. 20 al. 10).

Așa fiind pe ce anume text de lege s'a bazat președintele biuroului pentru alegerea consilierilor județeni la Cataloi pentru a decide că la aceste alegeri buletinele pentru consilierii județeni nu trebuiesc stampilate?

Încă o dată: atributivul din art. 30 în orașele «reședințe de județ» se referă numai la alegerea consilierilor comunali din reședința de județ, în opoziție cu art. 33 referitor la alegerea consilierilor comunali pentru comunele nereședințe și pentru comunele rurale.

Prin urmare dar, se impune ca președintele biuroului electoral pentru alegerea de consilieri județeni să ștampileze buletinele pentru control; și când găsea un buletin neștampilat, să'l anuleze; altminteri neștampilarea poate da loc la suveică. Două buletine identice tipărite, date alegătorilor lipite gata, cu obligația de a vota pe cele lipite și a restitui două buletine date de biuroș, violează secretul votului.

Iată în adevăr ce zice și art. 48 al. 1 din lege: «Sunt nule, buletinele cari nu poartă pe dânsese ștampila de control; ele nu se deschid ci se anexează neatinsse la dosar».

Iar art. 57 adaogă: «O alegere trebuie casată în caz de violare a secretului votului său a dispozițiilor de lege prescrise sub pedeapsă de nulitate».

În orî ce caz chiar dacă s'ar admite ipotetic că nu este o violare flagrantă de drept, procedarea președintelui biuroului, interpretarea sa că buletinele pentru alegerile de consilieri județeni nu trebuiesc stampilate, este o prea mare bună voință în ciocnirea dintre interesele guvernanților cu ale guvernaților.

M. S. Baboianu Droș

Licentiat în drept

Resumat de jurisprudență franceză în materie de divorț.
Divorț. — Insulte grave. — Fapte anterioare căsătoriei. — Nașterea unui copil înainte celebrării căsătoriei. — Ascunderea acestei nașteri. — Art. 231 C. fr. (212 C. rom.).

Faptul din partea unei femei măritate de a fi născut un copil înainte celebrării căsătoriei și de a fi ascuns această naștere bărbatului, poate să constituie pentru acest din urmă o insultă gravă de natură a i permite să ceară divorțul.

(Trib. Bar-sur-Aube, 6 Dec. 1902. *Pand. fr. Périod.* 1904. 2. 302)

Notă.—Chestiunea de a se ști dacă faptele anterioare căsătoriei (ingreunarea de sămînță străină, nașterea unui copil, purtările rele, condamnarea penală, etc.) pot, sau nu, fi invocate ca insulte grave în sprijinirea unei cereri de divorț, este foarte controversată atât în doctrină cât și jurisprudență.

După un sistem se susține că faptele anterioare căsătoriei, orî cât de injurioase ar fi, nu pot da loc la o acțiune în despărțenie, sub cuvînt că un fapt anterior căsătoriei n'ar putea constitui o infracțiune la obligațiile care se nasc din căsătorie. (Veđi în acest sens: Trib. imperiului german și Curtea din Dijon, Sirey, 86. 4. 5 și Sirey, 90. 2. 111. Mai veđi încă și alte decisiї în *Pand. Périod.* 88. 5. 24; *Pand. Périod.* 89. 2. 27; *Pand. Périod.* 91. 2. 54. D. P. 88. 5. 24. În acest sens se pronunță și o parte din doctrină. Veđi T. Huc, II, 294; Laurent, III, 192; Baudry, I, 677; Aubry et Rau, V, § 491, p. 178, nota 26; Marcadé, I, art. 306, No. 762; Goirand, *Divorce*, p. 23; Vazeille, *Mariage*, II, 560; Filoti, *Divorț*, p. 158, 159, etc.)

Soluția contrară ne pare însă mult mai juridică și Curtea din Bordeaux ȳice foarte bine în această privință: «că din toate insultele cea mai gravă pentru un bărbat este faptul femeii de a ascunde în momentul căsătoriei fructul imoralității ce poartă în sinul ei, și de a căuta a introduce în familia lui un copil străin, respătind ast-fel prin o neagră recunoștință afecțiunea ce ea primește de la acela care și a unit soarta lui cu a ei» (*Répert. Dallos, Sépar. de corps*, 61, nota 2). Un alt autor (Willequet), ȳice de asemenea: «că violența și fățarnicia femeii produc soțului o rană care, pentru un om de inimă, nu se va mai tămădui nici o dată și care va otrăvi viața sa întreagă». De aceea o mare parte din doctrină se pronunță în acest din urmă sens. (Veđi *Demolombe*, IV, 392; *Vraye et Gode, Divorce*, I, 62; *Pouille, Idem*, p. 120 urm.; *Fremont, Idem*, 80, 133 și 138; *Willequet, Idem*, p. 68; *Carpentier, Tr. th. et pratique du divorce*, I, 35, p. 90 (ed. din 1894); *Massol, Sépar. de corps* (ed. a 2^o), p. 98, No. 5; *Beudant, Cours de dr. civ. fr.*, I, 395. Veđi și *Coment. noastre de drept civil*, t. I, partea II, p. 145, precum și observația din *Curierul judiciar*, anul 1901, No. 3. Tribunalul superior din Colmar încă a admis acest mod de a vedea, Sirey, 99. 4. 20).

Așa dar, soluția dată de tribunalul din Bar-sur-Aube este singură juridică. Ea era consacrată în termeni expresi de Codul Calimach, prin art. 120 și 143 (dispozițiuni neexistente în Codul austriac), unde atât logodna cât și căsătoria se desfăceau, când femeia era ingreunată mai dinainte fără știrea bărbatului. «Insoțirea se desleagă cu nepăgubire, ȳice, între altele, art. 143 din acest Cod, dacă bărbatul va găsi pe femeie ingreunată din sămînță străină, ne avînd știința de mai înainte pentru aceasta».

D. Alexandresco